

Rete dei Comunisti

Bulletin Internationale

Février 2022

Inx.retedeicomunisti.net

Sommaire

La verticalisation de la politique italienne	2
Editorial RdC.....	2
L'Afrique ne veut plus être l'arrière-cour de l'Europe	6
Sergio Cararo, Contropiano.org.....	6
Un oxymore plane sur l'Europe : l'environnementalisme capitaliste.....	10
Cambiare Rotta.....	10
A Rome, "la Lupa" devient un mouvement étudiant national	15
OSA.....	15
Un nouveau numéro de PROTEO : la formation des syndicalistes.....	19
Lorenzo Giustolisi, co-administrateur du numéro.....	19
Vive la lutte de Georges Abdallah!.....	24
Rete dei Comunisti, Cambiare Rotta, OSA.....	24
Contacts.....	25



La verticalisation de la politique italienne

Editorial Rdc

Le passage de la réélection du Président de la République a mis en lumière la condition réelle de la représentation politique et institutionnelle dans notre pays, qui est de plus en plus dégradée politiquement et culturellement, bien pire qu'elle ne l'était dans la première république démocrate-chrétienne et la deuxième république berlusconienne.

Il était clair depuis un certain temps que les choses étaient ainsi - bien pires qu'elles ne semblaient l'être - mais l'omertà politique des partis, à commencer par la Lega et le M5S, et la servilité des médias de masse ont en quelque sorte occulté cette réalité pour la plupart des gens.

Trois gouvernements en une législature, l'implication du "sauveur du pays" Mario Draghi, la même sagesse/hypocrisie démocrate-chrétienne de Mattarella (nous avons un théâtre politique dans lequel il y a un grand renouveau des démocrates-chrétiens), ont conduit à la crise et au suicide d'un système de partis dans lequel les soi-disant pôles ont atteint le point de désintégration, pour l'instant politique et dans les prochains mois nous verrons si aussi organisationnel, avec des scissions et diverses réorganisations.

Le centre-droit, toujours premier dans les sondages, est secoué par au moins deux contradictions irrémédiables. Le premier est la compétition électorale entre Salvini et Meloni, qui empêche la conclusion d'accords stables.

La seconde est beaucoup plus sérieuse et concerne les choix à faire sur l'Union européenne, ce qui divise certes la Ligue en interne, Giorgetti jouant les "pro-européens modérés", mais affecte également les autres formations, bien que sur un ton plus atténué.

En bref, le centre-droit est au bord d'une dépression nerveuse, peut-être préparatoire à une division de ces forces.

Au Centre-Gauche, alors que le PD se maintient - bien que dans sa capacité à ne représenter que les classes moyennes et supérieures du pays - le M5S, phénomène anormal présent sur la scène institutionnelle depuis dix ans, travaille d'arrache-pied à son propre déclin.

Bien sûr, si nous en sommes arrivés là, ce n'est pas parce que les politiciens sont tous incapables ou stupides, même s'il y a un doute sur Salvini, mais il y a deux raisons matérielles cohérentes.

Le premier est la fragmentation de la société et du modèle de production italien, produite par les choix effectués au cours des trente dernières années, notamment par le centre-gauche.

Ceux-ci ont généré un développement économique stratégiquement faible ("small is beautiful"), privatisé au détriment de l'État, fragmenté, substantiellement subordonné et complémentaire à la structure productive de l'Europe centrale.

A cette condition structurelle, il faut en outre ajouter la passivité des secteurs de classe, aujourd'hui idéologiquement subordonnés. Tout cela permet de prévoir facilement les perspectives chaotiques qui se présenteront dans cette dernière partie de la législature.

L'autre cause est le rôle de plus en plus envahissant de l'UE au sein des différents pays et dans diverses sphères productives et sociales sur lesquelles, avec le PNRR, elle s'apprête à exercer une nouvelle pression centralisatrice en fonction uniquement de la concurrence mondiale qui soumet le monde entier à des pressions qui modifient les conditions générales.

En Italie, cela signifie un changement et une hiérarchisation auxquels la politique et le monde des partis doivent être soumis, grâce aussi au fait qu'environ la moitié du PNRR utilisé doit être remboursé sous forme de dette et non de "non-remboursement".

En simplifiant, nous pouvons dire que le processus - en cours depuis un certain temps - de renversement des processus décisionnels et institutionnels politiques du pays et des principes de la Constitution italienne touche à sa fin

Alors qu'auparavant, le "gouvernement de la nation" était formellement basé sur une structure interne de parti et de pouvoir politique "pyramidale", qui s'effilochoit du Parlement vers le sommet de l'État, aujourd'hui, cette condition est dépassée avec le démantèlement de ses composantes, voir le poids du "groupe mixte" et les fractures internes au sein des partis et des pôles, et avec son impuissance conséquente.

Tout cela s'est déroulé alors que la rhétorique officielle nous dit au contraire que l'élection de Mattarella à la présidence de la république est la "récupération" de ce pouvoir de décision.

Ce qui s'affirme dans les faits et les actions, c'est une "verticalisation" du pouvoir décisionnel dans laquelle Mattarella en tant que Président de la République, Draghi en tant que Premier ministre et Amato en tant que Président de la Cour constitutionnelle (une élection passée sous silence) sont les terminaux d'un pouvoir supranational - l'Union européenne - auquel les institutions et les partis nationaux sont littéralement "accrochés", et qui aura de moins en moins de marge de manœuvre parce que "l'Europe nous le demande".

En bref, le processus d'intégration dans une dimension supranationale se déroule pas à pas, mais inexorablement.

Certes, les forces politiques plus étroitement liées à la dimension nationale - en particulier le centre-droit, mais aussi le M5S - tenteront de s'opposer à cet entraînement, peut-être en mettant un bâton dans la roue du gouvernement Draghi et en essayant de le faire tomber, mais tout cela ressemble davantage aux frémissements de quelqu'un qui est tombé dans des sables mouvants, et qui plus il se tortille plus il s'enfonce.

Il est clair que l'effet de la maturation de cette condition est d'ouvrir un espace politique et de creuser le fossé entre les "citoyens" - c'est-à-dire le monde du travail et les secteurs sociaux les plus faibles - et les institutions.

Mais le problème qui se pose maintenant est de savoir qui occupera cet espace, étant donné qu'en politique aucun espace ne reste à découvert trop longtemps.

Et nous en arrivons à la question qui concerne directement la classe, les forces politiques et sociales, et les communistes. Sans aucun doute, nous pouvons dire, en utilisant la sagesse populaire, qu'aujourd'hui "nous avons du pain mais pas de dents".

En d'autres termes, si les "conditions objectives" sont de plus en plus favorables à un conflit politique et social potentiel, les conditions subjectives et organisationnelles qui nous permettraient de couvrir cet espace font absolument défaut

C'est donc sur ce point qu'il est nécessaire de se concentrer et de travailler avec ces perspectives et certains signaux qui proviennent de la réalité.

Tout d'abord, un conflit généralisé dans le monde du travail et de la production, des ports à la logistique en passant par les usines en crise, résultant des processus de restructuration européens, qui ne font que commencer, et que les syndicats confédéraux tentent à peine de contenir, voir la dernière grève générale inutile et farfelue du 16 décembre.

Nous pouvons dire que la lutte de classe d'en bas commence à réapparaître, étant donné que jusqu'à présent seule la lutte d'en haut a agi, et que les processus inflationnistes qui s'annoncent lui donneront un nouvel élan.

L'autre élément important est la manifestation et la poursuite de l'importante mobilisation étudiante, qui dure depuis octobre 2021, qui a mis le gouvernement en difficulté avec l'affaire du ministre de l'Intérieur Lamorgese, qui a réprimé de manière obtuse les étudiants qui protestaient contre les décès au travail, comme cela est arrivé à l'étudiant Lorenzo Parelli alors qu'il travaillait gratuitement pour le "travail scolaire alterné".

Il convient toutefois de rappeler que, dans ce pays, les luttes des étudiants et des jeunes ont souvent servi de volant et de détonateur à des mobilisations plus générales produites par le malaise social. Cela est désormais clairement visible en raison des crises pandémiques et sociales, qui ne sont gérées que pour le bénéfice du secteur privé et des grandes entreprises.

Enfin, la nécessité d'une rupture radicale avec le cadre politique actuel du gouvernement Draghi est également renforcée par la crise évidente des secteurs de la gauche politique et associative qui, ces dernières années, ont désespérément cherché un accord avec le PD, en essayant de le "conditionner", mais qui ont échoué dans ce domaine.

Par conséquent, une série de facteurs s'accumulent qui sont utiles pour envisager la relance d'une hypothèse politique radicalement antagoniste, qui va au-delà du conflit des luttes et qui, en même temps, remet en question l'ordre social actuel.

Comme dans la phase de la crise du gouvernement Berlusconi en 2011, le besoin se fait sentir de construire une représentation politique indépendante des secteurs sociaux pénalisés, mais qui ait un profil et un horizon larges, qui remette directement en cause le développement capitaliste à partir des contradictions les plus générales.

Contre l'Union européenne impérialiste et l'OTAN, contre les politiques sociales du gouvernement Draghi, pour la nationalisation des entreprises stratégiques pour le pays, pour le socialisme du 21^{ème} siècle, et plus encore, sont les éléments à placer à la base d'une alliance politique et sociale qui oppose patronat et gouvernement et donne une perspective générale au conflit de classe.



L'Afrique ne veut plus être l'arrière-cour de l'Europe

Sergio Cararo, Contropiano.org

Il y a quelques jours à Rome, une conférence d'information sur le soulèvement populaire au Soudan contre le coup d'État militaire a eu lieu.

La réunion était organisée par le Rete dei Comunisti avec la Communauté soudanaise en Italie, qui, quelques jours plus tôt, avait participé et pris la parole lors des manifestations contre les sanctions contre le Mali convoquées à Milan et à Rome par diverses forces panafricanistes actives dans notre pays.

Des journalistes et des militants de la diaspora soudanaise des associations et des forces politiques de l'opposition ont expliqué à la fois l'histoire récente du pays, depuis l'indépendance en 1956, et la situation actuelle qui voit une résistance populaire très dure au coup d'Etat, mais surtout la détermination à ne pas accepter de compromis avec les militaires comme le voudrait l'ONU.

Le chercheur Jacopo Resti et d'autres représentants de la diaspora africaine en Italie, notamment du Mali et de la Guinée, ont également pris part au débat. Ces deux pays ont connu des coups d'État répétés qui, à des degrés différents, ont vu la condamnation et dans certains cas les sanctions de l'Union européenne et de la Cedeao (la Communauté économique des pays d'Afrique centrale bien contrôlée par Paris et Washington).

"La décision de geler les avoirs nationaux du Mali porte donc clairement l'empreinte des dirigeants des pays de l'UEMOA, dont la plupart sont inféodés à la France. Elle a cependant été approuvée et annoncée par la CEDEAO, actuellement sous présidence ghanéenne", ont expliqué Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla sur Contropiano.

Mais les jeunes Africains qui sont intervenus ont tenu à souligner que tous les coups d'État ne se ressemblent pas. Certains visent à restaurer ou à imposer des privilèges exclusifs à tel ou tel groupe de pouvoir, d'autres ouvrent la voie à la libération du pays de l'asphyxiante mainmise coloniale exercée dans cette zone, notamment par la France. L'expulsion de l'ambassadeur français du Mali et la demande de retrait des contingents militaires étrangers (dont un italien, ndlr) en sont une démonstration claire.

Dès lors, comment évaluer le retour des coups d'État en Afrique, comme cela s'est produit récemment au Soudan, au Tchad, au Mali, en Guinée Conakry ou au Burkina Faso ou lors des coups d'État ratés au Niger et hier en Guinée Bissau ? Avec le même critère ou en essayant de comprendre quels besoins et intérêts les ont inspirés, en différenciant ce qui doit l'être et en analysant les conséquences qu'ils peuvent produire ?

Il serait bon, entre autres, de rappeler à l'Europe que certains coups d'État, comme ceux de 2011, en Libye contre Kadhafi et en Côte d'Ivoire contre Gbagbo, ont vu la participation militaire directe de la France.

L'un des éléments qui ressort des discours, qui relatent également des réalités différentes, est qu'un des facteurs de crise mais aussi d'émancipation dans les pays africains est la question de l'Etat

Le colonialisme a systématiquement agi pour affaiblir ou détruire les fragiles entités étatiques issues de la décolonisation et des luttes de libération des pays africains. S'il devait piller les ressources des territoires qui en sont riches, le colonialisme européen, comme tous les autres, a agi pour briser les États existants, les affaiblir, les réduire à des enclaves souvent ethniques en conflit les unes avec les autres et choisir de temps à autre l'interlocuteur des différents acteurs (secteurs militaires, bandes paramilitaires, groupes tribaux) pour négocier le prix le plus avantageux pour le contrôle des zones les plus riches en ressources.

Au contraire, les États unifiés et centralisés ont souvent vu augmenter la tentation de négocier durement avec les multinationales, et avec les États qui les soutiennent, à partir de positions moins soumises, en demandant peut-être des redevances plus élevées sur les

droits d'extraction ou de passage ou en allouant des fonds publics au développement plutôt qu'au paiement de la dette extérieure ou à l'obéissance aux diktats antipopulaires du FMI.

Dans la faiblesse des États africains post-coloniaux, le seul appareil structuré s'est souvent avéré être l'armée.

C'est ici qu'ont été produits des dictateurs et des meurtriers en série, mais aussi des dirigeants et des chefs d'États anticolonialistes. L'armée donnait la possibilité d'étudier, de faire le tour du monde pour se former mais aussi de mieux comprendre les mécanismes qui déterminent les relations internationales. En outre, les forces armées sont souvent la plus grande "entreprise" de leur pays, également en termes économiques. En bref, dans les forces armées des États affaiblis ou désintégrés, on produit des virus, mais aussi des anticorps. Le colonialisme préfère interagir avec les premiers, et les instances d'émancipation avec les secondes.

En Afrique, il y a donc un fort besoin d'avoir un Etat digne de ce nom et capable de garantir la sécurité et la redistribution à tous ses citoyens, même s'ils appartiennent à des groupes ethniques différents. Et parfois, cette garantie est offerte davantage par des secteurs des forces armées locales que par l'ingérence occidentale, qu'elle soit gouvernementale ou non gouvernementale, qui prospère précisément sur la faiblesse et la désintégration des États africains.

Tout aussi intéressantes sont les ambitions pour de nouvelles formes d'intégration régionale sans rapport avec celles imposées par le colonialisme moderne, ambitions qui se développent au nom d'un panafricanisme qui fait son retour parmi les nouvelles générations et qui est maintenant aussi clairement visible dans la diaspora africaine en Europe, qu'il serait une erreur tragique de réduire à une simple question d'"immigrants".

L'autre réflexion qui ressort des discours est la perception différente en Afrique de la figure de Kadhafi. Isolé et peu apprécié des gouvernements arabes et occidentaux, Kadhafi était beaucoup plus apprécié dans les pays africains. On peut dire qu'il avait mieux réussi à embrasser le panafricanisme que le panarabisme. Ses tentatives pour mettre en place une Banque africaine libre de toute ingérence de la France et du FMI ont dû entraîner sa condamnation à mort, qui a été exécutée en octobre 2011 après un coup d'État fomenté par la France et la Grande-Bretagne avant tout, mais aussi par l'Italie de Giorgio Napolitano.

La discussion au cours de la conférence doit sans aucun doute être mise en relation avec les discours entendus dans les rues lors des manifestations à Rome et à Milan contre les sanctions contre le Mali. "Quand on sait que les intérêts de l'impérialisme occidental (en

particulier l'impérialisme français) peuvent se sentir menacés, on peut comprendre quelle est la véritable raison de la "punition" que subit le Mali" a écrit l'activiste africain François Farafin Sandouno dans les pages de Contropiano.

Il est donc tout à fait possible - et nécessaire - de considérer les aspirations d'émancipation anticoloniales de l'Afrique avec un regard neuf, libéré de l'eurocentrisme et fondé sur un internationalisme moderne. Le travail d'information, de formation et d'initiative que le Rete dei Comunisti développe est en train de prendre les bonnes mesures.

C'est un acte dû surtout aux communistes européens, car l'Union européenne et les grands groupes monopolistiques pour lesquels elle a été créée, considèrent maintenant ouvertement l'Afrique et ses ressources comme "leur propre arrière-cour" à exploiter et à contrôler, tout comme les États-Unis l'ont fait et croient devoir le faire encore en Amérique latine. ***Et c'est précisément sur la base de cette analyse que, ces dernières années, la proposition d'une zone euro-afro-méditerranéenne a été avancée comme une alternative à l'Union européenne en termes politiques et économiques.***

Et ce n'est pas tout. Le colonialisme est né en Europe et c'est aussi sur cette base qu'il a construit son modèle idéologique eurocentrique encore hégémonique - y compris dans la gauche européenne - qu'il faut miner de fond en comble, même et surtout dans les nouvelles générations d'activistes, de militants, de révolutionnaires du XXI^e siècle, qu'ils soient européens ou africains ou moyen-orientaux.

En discutant avec un camarade à la fin de la conférence, nous avons dit : "Nous avons besoin de la Tricontinentale comme du pain", c'est-à-dire l'organisation internationale anti-impérialiste qui, dans les années 1960 et 1970, a soutenu toutes les luttes de libération en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Peu de gens le savent, mais la Tricontinentale est toujours active aujourd'hui et publie un site web rempli d'informations et d'analyses.

L'impérialisme d'abord et les impérialismes ensuite, au cours de ces décennies d'hégémonie, pensaient avoir fait table rase, mais ils n'ont pas réussi - pas même en Afrique - et maintenant ils regardent tout cela avec une crainte croissante. Si l'Amérique latine a décidé de ne plus être le patio transitoire des États-Unis, en Afrique, on observe une volonté croissante de ne plus vouloir être l'arrière-cour de l'Union européenne.



Un oxymore plane sur l'Europe : l'environnementalisme capitaliste

Cambiare Rotta

L'environnementalisme capitaliste est un parfait exemple de l'utilisation de cette métaphore, précisément parce qu'il s'agit d'un modèle de production qui n'aborde en aucune façon la question de la reproduction/sauvegarde de la nature et de ses ressources.

Le fait qu'il s'agisse d'un oxymore peut être compris philosophiquement à partir du fait que la croissance infinie à laquelle tend structurellement le modèle de production capitaliste se heurte inévitablement au système physiquement fini de notre monde.

D'un point de vue économique, cet oxymore s'explique par le fait que la relation entre le capital et la nature est une relation d'exploitation dans laquelle l'environnement est considéré comme une marchandise dont il faut extraire de la valeur et dans laquelle le capitaliste n'a d'autre intérêt que l'accumulation de profits.

Par conséquent, sauver le capitalisme et sauver la planète et l'humanité, en tant que partie de la Nature, sont deux tâches qui s'excluent mutuellement

La crise écologique que nous vivons est la preuve concrète de l'oxymore capital/nature, une relation qui a atteint ses limites.

Les énormes catastrophes environnementales causées par le changement climatique déchirent notre planète : les grands incendies ne se limitent plus à des pays éloignés de l'Europe, comme l'Amazonie et l'Australie. Cet été, nous avons également vu des incendies dans le sud de l'Italie, en Espagne et en Grèce, sans parler des inondations copieuses de Catane à Naples au cours des derniers mois d'automne.

Selon le sixième rapport du GIEC sur le changement climatique publié en 2021, si la température de la terre augmente au rythme des 50 dernières années, les catastrophes environnementales de ce type deviendront la règle avant le milieu de notre siècle, et les conditions de vie des jeunes générations seront sept fois pires que celles de la génération précédente.

L'augmentation de la température globale due aux émissions de CO2 provenant de l'utilisation de combustibles fossiles et, évidemment, d'une utilisation incorrecte et insuffisante des sources d'énergie propres, pose le problème de l'énergie comme la question fondamentale des prochaines années afin de s'attaquer à la crise écologique par une analyse scientifique sérieuse à traduire en une bataille politique efficace.

Face à ce scénario dystopique, les conférences et les réunions sur le changement climatique ont donné lieu à des accords internationaux qui sont tombés dans l'oreille d'un sourd ou qui n'ont abouti à rien : tout récemment, la Cop26 de Glasgow, dont le rapport final est plein de rhétorique, de propagande et de "bla-bla" sur l'engagement de maintenir l'augmentation de la température de la terre en dessous de 1,5 degré.

En bref, les appels lancés aux "leaders mondiaux" pour changer les choses, s'attaquer à la crise climatique et atteindre ces objectifs minimaux (et insuffisants) ont une fois de plus démontré leur incohérence.

Cependant, un élément réel et nouveau a émergé de la COP26 : le nouvel élan donné à l'énergie de fission nucléaire

Confrontées à une crise cardiaque écologique et à l'urgence d'un changement de cap radical, nos classes dirigeantes misent sur une technologie énergétique très impactante en termes d'extraction de combustible, de construction, de coûts, de traitement et de stockage des déchets.

Les déclarations sur l'énergie nucléaire nous concernent de près, car elles ont été faites à la fois par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et par Timmermans, responsable de la Convention verte européenne : tous deux considèrent qu'il s'agit d'une énergie clé pour la transition verte.

En effet, la Commission européenne a produit dans les dernières semaines de 2021 le projet de taxonomie verte, c'est-à-dire les sources d'énergie considérées comme durables et essentielles pour la transition écologique, dans lequel le gaz naturel et le nucléaire ont été inclus, qui sera bientôt voté par le Parlement européen.

Ainsi, les mots du ministre italien de la Transition écologique, Roberto Cingolani, lorsqu'en octobre il a préconisé la fission nucléaire comme moyen de sortir de la crise climatique, n'ont pas été prononcés en vain, mais témoignent d'une stratégie claire qui n'est pas seulement locale, mais aussi européenne.

Cela montre à quel point leur "transition écologique" est une véritable escroquerie écologique.

Ainsi, les deux figures oxymoriques prennent forme et il devient clair à quel point la structure économique de l'UE et la durabilité environnementale sont incompatibles, et comment l'économie verte est une stratégie pour continuer à faire des profits et tenter de relancer l'accumulation capitaliste après une période de grave crise économique due à la pandémie.

Avec l'ouverture au nucléaire, le masque vert avec lequel la capitale européenne tente de se repeindre tombe. Dans un contexte général de crise énergétique, accéléré par la crise pandémique en cours, les choix sur le nucléaire ne sont pas seulement des décisions techniques et budgétaires sur les coûts, mais concernent le rôle compétitif stratégique du pôle européen, où se jouent son indépendance énergétique et sa résilience, ainsi que les équilibres que l'UE doit maintenir en interne et en externe.

Une éventuelle confirmation et affirmation de l'énergie nucléaire serait donc un choix stratégique de l'UE afin de ne pas se laisser distancer dans la compétition multipolaire. La fermeture par le gouvernement allemand de trois des six dernières centrales nucléaires en activité en Allemagne n'est pas un événement qui doit nous faire penser que l'énergie nucléaire n'est pas stratégique pour l'UE dans son ensemble, ou qu'il s'agit d'un affrontement insignifiant entre partis et factions.

La tendance à la mise en œuvre de l'énergie nucléaire doit être considérée de manière générale et non seulement spécifique, elle doit être analysée d'un point de vue stratégique et non seulement à court terme

De plus, si l'énergie nucléaire est réellement incluse dans la taxonomie verte, des fonds seront fournis et il est probable que d'autres États membres viseront également cet objectif.

Quant à l'Italie, en s'ouvrant à cette technologie, elle tente de devenir autonome sur le plan énergétique et d'assurer ainsi sa place parmi les pays capitalistes forts de l'Union européenne.

Malgré les rumeurs de ces derniers jours sur la possible démission du ministre Cingolani, ce qui compte, c'est la tendance que vise le gouvernement Draghi, et non l'exécutant individuel. L'approbation par Confindustria de la construction éventuelle de centrales nucléaires en Italie a été confirmée il y a quelques jours par les propos de Bonomi.

Il a été démontré à de nombreuses reprises (en premier lieu lors des deux référendums contre le nucléaire organisés en Italie en 1987 et 2011) que l'énergie nucléaire n'est pas durable en raison de son impact sur l'environnement en amont et en aval de la production d'énergie - en termes d'effets sur la santé lors de l'extraction, de consommation de terres pour la construction des centrales, de consommation d'eau pour les immenses installations de refroidissement et de production de déchets nucléaires non éliminables - et sur la collectivité, en termes de coûts.

L'"énergie nucléaire de quatrième génération" proposée par Cingolani et le grand appareil industriel et énergétique n'a pas encore donné de résultats expérimentaux encourageants, et ne pourra pas atteindre un niveau de développement tel qu'il puisse être appliqué à grande échelle avant vingt ans.

Sur la base de cette réflexion, nous voulons promouvoir un moment de confrontation avec tous les intellectuels, les organisations sociales, politiques et civiles qui s'opposent à la dérive écocidaire que produit le capitalisme.

La réalité nous impose un défi : celui de construire une opposition capable de changer radicalement ce modèle de production, car c'est le seul moyen de sauver la planète et, par conséquent, l'avenir de nos jeunes générations et des générations futures.

Le récit avec lequel nous avons grandi a dépeint cette société comme "le meilleur des mondes possibles", auquel il ne peut y avoir d'alternative et qui serait capable de se redresser face à chaque crise.

Nous avons grandi avec une mentalité d'individualisme débridé, de compétition et d'exploitation.

Mais la réalité est toute autre : face à l'infarctus écologique auquel nous sommes confrontés, il n'y a pas de retour en arrière possible, le voile vert se déchire chaque jour, montrant le pire des mondes possibles dans lequel il n'y a pas de place pour les merveilleuses fortunes progressistes de notre génération, contre lequel l'environnementalisme réformiste et individualiste est inefficace.

Cette dernière décision en faveur de la fission nucléaire nous ramène les pieds sur terre : les intérêts de notre génération sont diamétralement opposés à ceux de ceux qui nous gouvernent. Il ne reste plus qu'à se préparer avec des analyses scientifiques solides,

débarassées des idéologies "vertes" mystifiantes, et à construire des campagnes concrètes.



A Rome, "la Lupa" devient un mouvement étudiant national

OSA

Le week-end du 5-6 février, la première assemblée nationale du mouvement La Lupa, lancé avant Noël sur l'avalanche d'occupations d'écoles romaines, s'est tenue à Rome. Il s'agissait d'un événement de deux jours comme on n'en avait pas vu depuis longtemps, avec des centaines d'étudiants de toute l'Italie représentant des dizaines et des dizaines de collectifs d'écoles à travers le pays.

Dans l'après-midi du premier jour, il y a eu le temps de raconter toutes les expériences qui ont caractérisé les derniers mois, avec les occupations qui ont débordé de Rome vers d'autres villes et qui ont impliqué des milliers d'étudiants.

Le dimanche était le moment des pars costruens, avec un débat politique serré qui a permis de construire une plateforme de revendications et de lancer le 18 février comme première date de mobilisation nationale du mouvement.

Il s'agissait d'une véritable discussion, avec un niveau de débat très élevé, et qui ne se limitait pas, comme nous le rapportons depuis des mois dans ce journal, aux seules spécificités de la condition étudiante. Une discussion forte sur les 100.000 étudiants qui sont descendus dans les rues le vendredi 4 février.

L'abolition de l'alternance scolaire est le point de collecte de la Lupa, qui vendredi dernier à Rome a eu l'occasion de retirer de la place le Rete degli Studenti Medi, la jeunesse de la CGIL qui a tenté d'atténuer la position des étudiants sur la question et d'édulcorer le niveau de conflit politique exprimé par les étudiants.

Mais la "maturité" de ce mouvement nouveau-né n'émerge pas tant de la radicalité des positions sur des questions spécifiques, que de l'horizon dans lequel il veut se mouvoir : l'union des luttes

La présence, durant le week-end, de travailleurs issus du syndicalisme conflictuel marque le pas à franchir, celui de la recherche d'une convergence entre les luttes des étudiants et les foyers de résistance présents dans le monde du travail, avant tout les travailleurs ou dans le secteur de la logistique (des ports aux entrepôts en passant par le transport de marchandises).

Ce qui est en cause, ce n'est donc plus seulement l'échec de l'enseignement à distance, la folie de l'enseignement échelonné, l'inadéquation des bâtiments scolaires, la précarité du personnel, l'incapacité du gouvernement (de Conte à Draghi) à produire des solutions raisonnables à la difficile condition de pandémie, gérée le plus mal possible.

Ce qui est en cause, c'est l'échec d'un modèle de société, le capitalisme tel qu'il s'est affirmé historiquement sous la forme de la "démocratie libérale occidentale", même ceux nés des constitutions antifascistes du second après-guerre - après tout, Good School, Jobs Act, réforme du titre V ou de l'article 81, le Turco-Napolitano etc., autant de lois contre lesquelles la Constitution ne pouvait pas faire grand-chose.

Un échec qui ressort avec force dans le modèle scolaire actuel, basé sur le concept de l'école-entreprise tel qu'imposé par l'Union européenne, d'asservissement aux exigences des employeurs et du marché du travail),

constitué de compétences spécifiques et sectorielles, et non de connaissances et d'esprit critique.

C'est le monde à un tournant historique important, où les étudiants veulent commencer à courir vers une société plus juste, sans hésitation ni compatibilité d'aucune sorte avec ceux qui exploitent le travail, pillent l'environnement, tuent pour le profit, ralentissent le mouvement par commodité.

"Nous, les étudiants, avons une responsabilité historique et politique", a déclaré Tommaso à la fin des deux jours, "les grands mouvements qui ont changé l'histoire du vingtième siècle ont eu le courage de revendiquer une place dans le monde. Nous devons renouer les fils avec l'histoire du mouvement révolutionnaire et unir les luttes avec les travailleurs. Les étudiants et les travailleurs réunis sont de l'huile sur le feu de ce système".

Un programme de lutte ambitieux, comme seuls peuvent en avoir ceux qui veulent changer le monde. Autre que "bonne alternance"

Vous trouverez ci-dessous le communiqué de l'Opposition alternative des étudiants sur les deux jours, l'une des organisations à l'origine de la Lupa et l'une des plus actives dans ce cycle de mobilisations.

L'OPPOSITION DES ÉTUDIANTS À DRAGHI GRANDIT : RELANÇONS LE CONFLIT DANS TOUT LE PAYS

Réflexions et perspectives de l'assemblée nationale des étudiants à Rome

L'assemblée nationale des étudiants qui s'est tenue hier et aujourd'hui à Rome est un événement politique qui marque un tournant important dans le mouvement étudiant : plus de 400 étudiants de toute l'Italie, d'Aoste à Palerme, se sont réunis pour discuter de manière unie, mais sur un terrain de conflit déclaré, des perspectives et des propositions à poursuivre à l'intérieur et à l'extérieur des écoles.

Cela fait des années que nous n'avons pas vu une assemblée nationale qui rassemble toutes les réalités qui agissent en dehors et contre la compatibilité des organisations d'étudiants organiques avec le centre-gauche.

Les mots d'ordre qui ont émergé de ces deux jours à Rome parlent d'un modèle scolaire à démolir, construit à l'image et à la ressemblance d'un modèle de

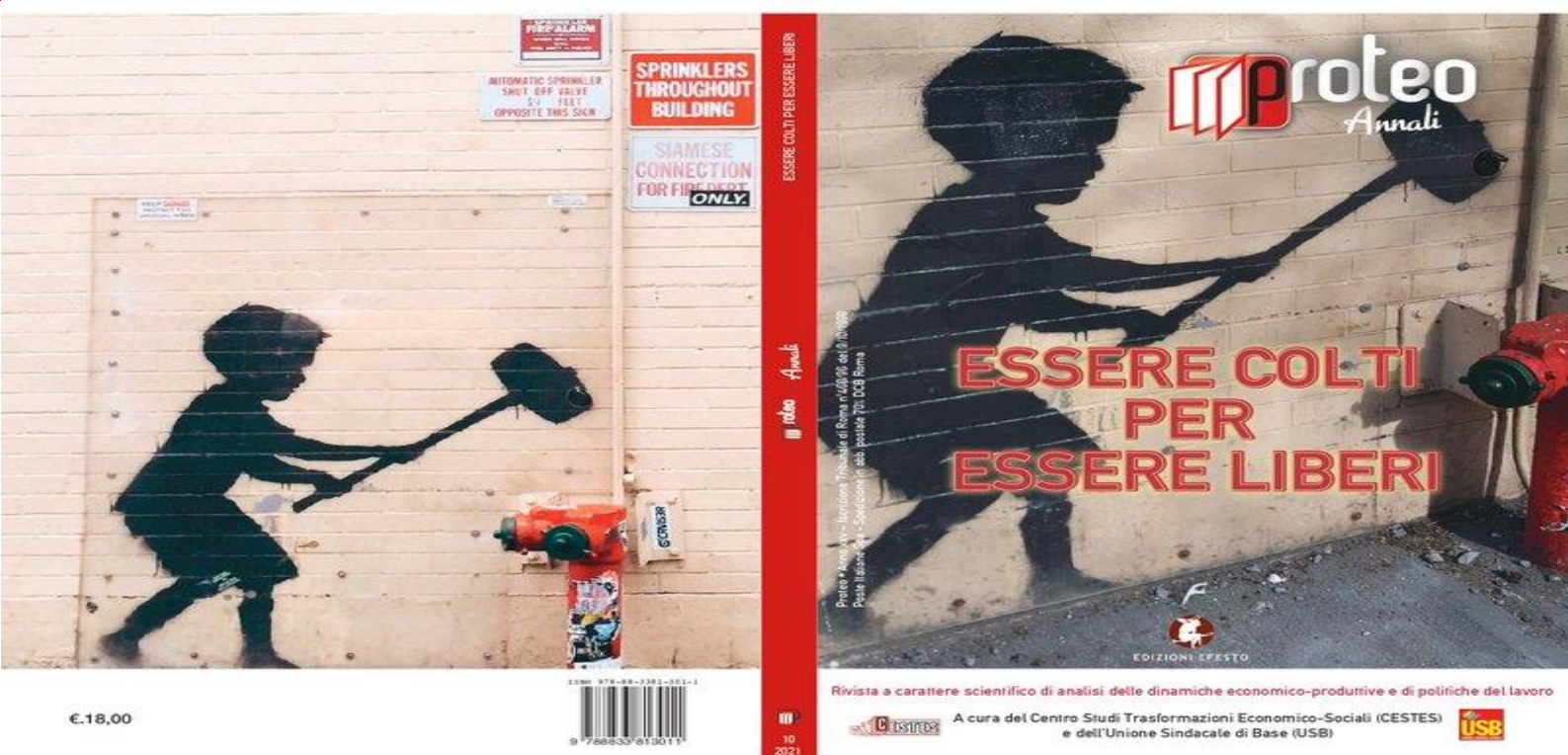
développement capitaliste identifié par tous les étudiants présents comme irréformable.

Mais ce n'est pas tout, l'assemblée a pris comme perspective la nécessité de maintenir ensemble les luttes contre l'exploitation dans le monde du travail et des travailleurs et la crise de perspectives vécue par les jeunes générations. Les interventions de la coordination des travailleurs portuaires de l'Unione Sindacale di Base, des travailleurs logistiques de Naples et des Gkn de Florence ont relancé l'alliance de classe entre étudiants et travailleurs.

La rédaction d'une plateforme nationale commune et le lancement de la mobilisation nationale du 18 février en opposition au gouvernement Draghi constituent une avancée importante pour le mouvement étudiant.

Nous remercions toutes les réalités étudiantes d'avoir repris l'appel à la construction de l'assemblée nationale lancé à Miur avec la mobilisation du 17 décembre.

Les étudiants envoient un message à tout le pays : allumons la mèche du conflit, organisons nous pour construire la force, remettons l'histoire en marche.



Un nouveau numéro de PROTEO : la formation des syndicalistes

Lorenzo Giustolisi, co-administrateur du numéro

Nous publions l'introduction du dernier volume de la revue du Centre d'études du Cestes, "Proteo", dont le titre fait référence à une célèbre formule de José Martí : "S'instruire pour être libre". Le numéro est conçu pour la formation des cadres syndicaux et produit un effort d'analyse qui fait partie intégrante du chemin qui mènera au troisième congrès national de l'USB, qui commence dans ces semaines et se terminera immédiatement après l'été.

Ce magazine et le travail qui le sous-tend ont toujours cherché à jouer un rôle au sein du syndicat et du monde du travail. Fournir des outils pour analyser, lire et intervenir dans le présent, construire un point de vue avancé, décrypter les dynamiques et expliquer leurs causes profondes sont les principes directeurs de notre travail.

Pendant longtemps, dans ce pays, la réalisation d'un travail politique et culturel allait de pair avec un sentiment et une connaissance collectifs qui trouvaient en réalité une boussole pour guider la lutte des classes ; ce travail avait des références claires, et il puisait dans la réalité des stimuli et une légitimité, les restituant sous forme d'analyse et de conception du monde. Aujourd'hui, ce cercle vertueux est interrompu, ou du moins n'est plus

du tout considéré comme acquis. Ceux qui produisent du savoir, ceux qui élaborent, ceux qui visent à ce que la théorie ne soit pas une fin en soi mais soit étroitement liée à la praxis, doivent se poser encore quelques problèmes, sinon ils courent le risque de parler dans le vent, de ne plus avoir de véritable fonction. C'est parce que la contre-offensive du capital, depuis au moins trente ans, est une contre-offensive économique, politique, de lutte des classes par le haut, mais il ne trouve pas dans l'instrument culturel son atout - car même son hégémonie est en crise - mais certainement l'élément qui prive la large classe ouvrière, notre bloc social, de concepts, de mots, d'idées et de conscience pour croire que la transformation du monde est possible. Il ne s'agit évidemment pas d'un processus absolu et définitif, comme le montre notre expérience de croissance et de renforcement en tant qu'organisation syndicale et en tant qu'espace politique, mais nous devons aussi compter avec un effilochage des catégories de base de la grammaire politique et conflictuelle. En bref, nous devons être conscients que l'héritage n'est pas sûr, que la transmission ne se produit pas d'elle-même, que parler à ceux qui sont plus conscients ou faire prendre conscience à ceux qui ne le sont pas n'est pas la moindre des tâches auxquelles nous devons faire face. Nous dirons plus tard comment nous avons l'intention de le faire, comment ce numéro de Proteo veut contribuer à cette tâche.

Tout d'abord, dans cette introduction, nous voudrions nous arrêter un instant sur le concept de culture, compris par nous en termes gramsciens et non en termes d'étude quantitative purement populaire, certifiée par des compatibilités de systèmes. Aujourd'hui, même au sein des écoles et des universités, on est passé d'une communication sociale, ou du moins de masse, à un langage plus spécifique : corporatif et technique ("crédit" et "dette éducative", par exemple). En effet, on tente de marchandiser le langage utilisé par les étudiants, en les transformant, suivant la logique de la pensée unique, en véritables clients. Et c'est ce que déjà dans les années 2000 Alessandro Mazzone, dans le livre *Deviant Communication*, a essayé d'anticiper et que nous (Luciano Vasapollo avec Rita Martufi) mettons à nouveau à jour en 2018 dans *Deviant Communication*. Des gorilles entraînés et des stratégies de commandement dans la nouvelle chaîne de valeur. Un thème qui renvoie inévitablement à la pensée gramscienne, qui déjà au début du 20e siècle parlait de communication et de propagande fascistes visant à "dresser le gorille". Aujourd'hui, dans la continuité fondamentale de la servilité des esprits, nous devons faire en sorte que ces "gorilles", au lieu d'être dressés, recherchent leur propre identité, leur propre voie, et créent une nouvelle manière de construire une unité de classe et de travail dans la sphère non seulement de la production directe mais aussi de la distribution, des services, des technologies, de la science.

Grâce à la production de la communication, on teste de nouvelles façons de gérer le contrôle des esprits, c'est-à-dire de construire un type de travailleur qui soit productif et idéologiquement subordonné aux intérêts du mode de production capitaliste (MPC). Cette attaque culturelle et médiatique fait partie de la

crise mondiale et augmente la dimension déjà grave du conflit de classe, du conflit militaire, du conflit économique, social et environnemental.

Il est donc nécessaire de former de nouveaux sujets de classe dans un nouveau bloc social, qui, dans un contexte historique et politique où l'on tente d'endoctriner la culture et le savoir, agissent au nom de l'histoire et de la transformation sociale et intellectuelle. Il faut travailler pour exclure du domaine culturel l'approche anti-démocratique de la pensée unique, en allant reconsidérer et revaloriser le soi-disant travail mental, à caractère social, en réaffirmant le rôle précieux et principal que la culture populaire et de classe a toujours joué, de l'après-guerre à nos jours.

Bien qu'il soit clair que le PPM a échoué au niveau du conflit capital-travail et capital-environnement, et dans la gestion des contradictions qui y sont liées, nous constatons qu'il continue à gagner du terrain grâce à une communication déviante continue, en utilisant des outils issus du développement technologique le plus récent et qui font partie du fichier des "armes capitalistes". Le MPC utilise donc les médias de masse comme une arme destructrice et déformante du savoir. Il faut donc se réapproprier la science, les livres, l'histoire, la filmographie et le savoir populaire, pour ne pas tomber dans l'oubli de l'homologation du mainstream.

Cette prémisse nous amène à notre volume. Il est désormais plus facile d'expliquer comment il a été créé et à qui il s'adresse. Nous nous sommes dit que le travail de formation devait commencer en interne, pour fournir à une nouvelle génération de militants, mais pas seulement eux, la fameuse boîte à outils, pour élargir et augmenter le nombre de sujets conscients capables de traduire l'analyse du présent en mots clairs, des concepts compréhensibles dans la mêlée quotidienne avec des collègues de travail qui ressentent un malaise, des difficultés, mais ne peuvent peut-être pas voir comment ils sont dans le même bateau que beaucoup d'autres, sans imaginer la possibilité de surmonter leur propre fichue histoire personnelle et de se sentir partie de quelque chose de plus grand qui peut donner de la force, de l'organisation et de la perspective à ce qui peut me faire me sentir mieux.

Nous avons pensé à un groupe de formation de l'USB en étroite corrélation et tendant à coïncider avec une "rédaction" de Proteo, qui recueillerait ce que l'on appelle dans d'autres domaines les "besoins de formation" et produirait, avec le Cestes, la formation appropriée sur des sujets généraux et spécifiques.

Dans la tradition du mouvement ouvrier, cette opération porte un nom très précis, celui d'"école des cadres". Nous ne devons pas avoir peur de penser en ces termes, mais nous ne devons pas non plus être assez rigides pour penser à une formule fixe qui résout à elle seule la question. La tâche que nous nous sommes fixée est de construire une structure qui réfléchit à cette question et assume pleinement sa réalisation, ce qui passe, bien sûr, par une reconnaissance substantielle et pas seulement formelle de la

part de toutes les organisations, dans un échange fructueux et constructif d'idées et de pratiques.

Il est clair que ce travail n'est pas né d'aujourd'hui, de nombreux cycles importants de formation ont traversé d'abord le RdB et maintenant l'USB. Aujourd'hui, il est nécessaire de donner de l'organicité à ce travail, de revenir le porter dans les syndicats et les lieux de travail, de l'ouvrir à une série de sujets qui, s'ils ne sont pas encore prêts ou disposés à adhérer à notre projet, sont cependant disponibles pour des morceaux significatifs de route commune. Le monde de la culture, de la connaissance, de la production intellectuelle a de moins en moins de liberté d'expression et est de plus en plus le reproducteur de la pensée dominante. Il y a un segment qui commence à prendre conscience de ce fait, et il peut trouver en nous un soutien sérieux et une solidité d'organisation et de planification qui n'existe plus ailleurs.

En allant encore plus loin dans le concret, de quoi s'agit-il ? Il rassemble les discours qui ont caractérisé le cycle de formation qui a produit une série de séminaires au cours des derniers mois, et que nous avons l'intention de reproduire auprès d'un public de plus en plus large de délégués et de militants, englobant potentiellement chaque lecteur de ces pages.

Les quatre blocs commencent par l'exposé de Luigi Marinelli, qui retrace l'histoire de l'organisation en relation avec l'évolution du cadre historique, qui, de la fin des années 1970 à aujourd'hui, n'a pas seulement connu une évolution, mais a dû s'adapter et se repenser sur de véritables changements de phase, sinon de véritables sauts historiques ; puis la contribution de Rita Martufi sur la lecture des données structurelles et la représentation plastique de la crise de l'accumulation du capital ; en poursuivant avec le thème, central pour nous, de l'Union européenne et de son renforcement, et des fractures conséquentes qu'elle produit dans la structure institutionnelle et dans la fonction de l'État ; en arrivant enfin à l'article de Roberto Montanari sur les transformations productives et le changement de paradigme que le développement technologique et scientifique imprime à l'organisation du travail. À ces quatre blocs s'ajoute la contribution de Fabrizio Tomaselli, qui relate l'affaire Alitalia et qui n'est pas une simple annexe, mais une sorte de synthèse de toutes les questions mentionnées ci-dessus, comme une violente concrétisation de l'impact sur un secteur stratégique des dynamiques de transformation qui sont au cœur de ce volume.

Il est évident que ce numéro n'est pas une encyclopédie du présent, et ne prétend pas l'être. En particulier, certains sujets ont été laissés de côté par choix, avec l'intention de leur consacrer un focus approfondi très prochainement. Nous pensons clairement au thème du smart working, qui est la forme visible de cette transformation des relations et des méthodes de travail. Mais nous pensons aussi à la question de l'autonomie différenciée, qui pourrait être l'élément le plus perturbateur du changement du cadre institutionnel et de la structure de l'État. Nous avons l'intention de revenir sur cette question très prochainement.

Entre-temps, le travail de formation se poursuivra, notamment par le biais des présentations de ce volume, pour lesquelles nous réitérons notre souhait traditionnel, mais en partant cette fois d'un plan de poussée et de planification plus structuré : qu'il devienne un sujet de

discussion entre nous tous, que nous puissions tous y puiser des idées et des stimuli, que le travail de formation et de mise à jour, de croissance de nouveaux cadres, ne soit pas relégué à un objectif accessoire parmi les nombreuses, peut-être trop nombreuses, tâches quotidiennes, mais qu'il soit un principe qui informe toute l'activité et produise une croissance, de chiffres globaux certes, si nous voulons vraiment être "de masse", mais aussi de sujets que le poids numérique acquis soit en mesure de faire devenir organisation, conflit et avancée réelle pour la société.

Vive la lutte de Georges Abdallah!

Rete dei Comunisti, Cambiare Rotta, OSA

**LA LOTTA
DI GEORGES
ABDALLAH**

CICLO DI PROIEZIONI E INCONTRI
CON MATTHIEU JEULAND,
COLLECTIF VACARME(S) - FRANCE

17/01 TORINO
18/01 MILANO
19/01 BOLOGNA
20/01 PISA
21/01 ROMA
22/01 NAPOLI

FEDAYIN
فدائين

CONTRO NATO E UE, A FIANCO DELLA
RESISTENZA ARABO-PALESTINESE AL SIONISMO

UNA PRODUZIONE DEL COLLETTIVO VACARME(S) FILMS

OSA ★
OPPOSIZIONE STRATEGICA E ALTERNATIVA

**CAMBIARE
ROTTA** ★
ORGANIZZAZIONE GIOVANILE COMUNISTA

RdC
Rete dei Comunisti

Contacts

Rete dei Comunisti

-  lnx.retedeicomunisti.net
-  facebook.com/retedeicomunisti




Contropiano

-  contropiano.org
-  facebook.com/contropiano
-  instagram.com/contropiano_org

Cambiare Rotta

-  cambiare-rotta.org
-  facebook.com/cambiarerotta.org
-  instagram.com/cambiarerotta

OSA

-  osa.claims
-  facebook.com/OSA-173472300208847
-  instagram.com/osa.nazionale